

## Décryptage photo

→ Régulièrement, la «Tribune de Genève» publie une photo d'agence choisie pour l'originalité du point de vue qu'elle propose sur l'actualité du jour



## Mon amour d'araignée se trouve sur le front de mer de Singapour

Elan d'affection d'une petite fille pour la gigantesque araignée placée face à la Marina Bay de Singapour. Le photographe Wallace Woon (EPA) y était lundi. Pour que la scène soit visible, il a fallu serrer sur l'une des pattes du

monstre et un peu de sa panse rouge et noire. C'est ce qui donne son caractère insolite à la photo. Quelques badauds minuscules complètent le tableau. Ils assistent aux préparatifs du iLight Festival dans la cité-Etat du fin bout de la

péninsule malaisienne. Le passage à l'année nouvelle chinoise est prétexte à de grandes réjouissances à Singapour. Le iLight Festival les prolonge du 3 au 26 mars. Cette année, une section du festival s'appelle Art-Zoo, d'où

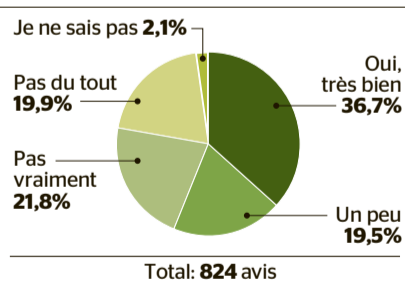
la présence de l'araignée gonflable installée sur le front de mer de la Marina Bay. Elle se dresse tout près du déjà célèbre groupe d'immeubles appelé Marina Bay Sands (2010), œuvre de l'architecte international Moshe

Safdie. C'est précisément en 2010 que le iLight Festival a eu lieu pour la première fois. Il a la particularité de parer la baie de lumières tout en prônant les économies d'énergie. **Benjamin Chaix**

### Sondage

● La question d'hier  
Comprenez-vous RIE III?

Répondre à nos sondages sur:  
[www.tdg.ch](http://www.tdg.ch)



### Le coup de gueule de la Genevoise

#### La cote des autoritaires

Poutine, Trump, Erdogan... «Les autoritaires ont la cote», titre la «Tribune de Genève» du 3 février, mais qui leur donne le pouvoir d'exercer leur autorité? Dans une démocratie, la justice s'occupe du passé, l'Exécutif du présent et le Législatif du futur. Dès lors, c'est bien de la majorité que l'on élit au Législatif (assemblée nationale, congrès, parlement, etc.) que dépend le pouvoir. Ce sont les lois, décrets, etc., que le Législatif vote qui donnent à l'Exécutif le pouvoir de les mettre en œuvre et à la

justice de les appliquer. Sans l'appui parlementaire, l'Exécutif ne peut rien faire. On ferait bien d'y réfléchir au moment des élections, de toutes les élections et pas seulement celles qui donnent accès à la plus haute marche du pouvoir. **Christina Meissner**

**Vous êtes un lecteur attentif et/ou indigné? La rédaction d'un billet de 1000 signes vous tente? Envoyez-le à l'adresse postale de la «Tribune de Genève», mention coup de gueule, ou par courriel à: [coupdegueule@tdg.ch](mailto:coupdegueule@tdg.ch)**

## La dette, pas si bonne pour la croissance



**Chronique économique**  
**Marian Stepczynski**

Des économistes de la Banque des règlements internationaux (BRI) viennent de découvrir quelque chose de peu rassurant: une augmentation de l'endettement des ménages plus rapide que celle du produit intérieur brut (PIB) tendrait à la longue à freiner la croissance, même si dans l'immédiat, à la manière d'une drogue si l'on peut dire, cette augmentation serait légèrement stimulante.

Selon les calculs des chercheurs, un ratio dette privée/PIB supérieur à 80% accentuerait cet effet de freinage, chaque point de pourcentage d'augmentation dudit ratio entraînant à terme une baisse de 0,1% de la croissance. Cela peut paraître négligeable, mais ne l'est pas tout à fait dans le cas de la Suisse, dont le taux d'endettement des ménages, essentiellement hypothécaire, bat tous les records, puisqu'il frise actuellement les 120% du PIB (contre une moyenne de 80% pour les pays les plus avancés),

alors qu'il n'était «que» de 100% il y a dix ans. Peu de pays ont enregistré une progression aussi rapide de la dette privée. Il n'y a guère que la Suède à avoir fait encore mieux.

On connaît les raisons de cet emballement de l'endettement hypothécaire en Suisse: un fort désir d'accession à la propriété de son logement (quoiqu'il se raconte dans certains milieux politiques genevois), un niveau exceptionnellement bas des taux d'intérêt, une incitation fiscale - à rebours du bon sens - au non-remboursement de la dette, et last but not least, une concurrence exacerbée entre des banques résolues à accroître coûte que coûte leur part de marché dans l'un des rares, sinon le seul, secteur encore lucratif du crédit.

Tout cela n'a rien d'innocent. On peut ne pas s'effaroucher de la perspective d'une légère décline du PIB, même si une croissance inférieure de 1 ou 2% dans quelques années (si l'on suit les calculs de la BRI) se traduira par une bonne dizaine de milliards de francs en moins dans les comptes privés et publics. En revanche, les risques liés à une croissance hors norme de la dette des ménages suisses, quelque positive - et même très largement positive - que reste malgré tout leur situation nette de

fortune, ne devraient pas être sous-estimés. Car les effets multiplicateurs de la baisse des taux d'intérêt sur les prix de l'immobilier joueront exactement de la même manière en sens inverse lorsque les taux remonteront, ce que l'on commence à observer un peu partout. Seul élément réconfortant, la hausse des prix de l'immobilier résidentiel depuis 1995, année de base d'une statistique récoltée par cette même BRI, est nettement moins marquée en Suisse (+55%) que dans la plupart des autres pays, Allemagne (+18%) et Japon (-33%) exceptés.

Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que la Banque nationale suisse surveille le marché hypothécaire avec la plus grande attention, et que les derniers niveaux atteints par le «Bubble Index» d'UBS le maintiennent dans une zone à risque, avec ce facteur légèrement aggravant que les prix de la propriété du logement ont continué d'augmenter tandis que les revenus des ménages n'ont pratiquement pas bougé. Commentaire de la grande banque: «Actuellement, il faut près de 6,3 revenus de ménages annuels pour acquérir un logement dans un segment de prix moyen. La moyenne à long terme est de 5,3 revenus annuels.» Dans ce sobre rapprochement, tout est dit.